



Centre d'Information sur les Renseignements  
et le Terrorisme au Centre de  
Commémoration des Renseignements Israéliens (CCRI)

19 avril 2009

## Désaccord fondamental sur la solution à deux Etats: le refus palestinien de reconnaître l'Etat d'Israël comme étant l'Etat national des Juifs a refait surface, comme au sommet d'Annapolis



Benjamin Netanyahu et George Mitchell  
(Amos Ben-Gershom, bureau de presse du gouvernement, 16 avril 2009)

### Aperçu général

1. Les médias israéliens ont annoncé que **le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré à George Mitchell**, le représentant américain au Moyen-Orient, que l'Autorité Palestinienne devait **reconnaître Israël comme un Etat juif** avant les négociations

sur la solution à deux Etats (Radio israélienne Reshet Beth, Radio de Tsahal, 17 avril 2009). Après la rencontre avec Mitchell le 16 avril, le **ministre des Affaires étrangères israélien Avigdor Lieberman** a déclaré qu'Israël s'attendait à un engagement clair de la communauté internationale quant aux questions de sécurité, et concernant l'identité d'Israël comme patrie des Juifs (Site Internet du ministère des Affaires étrangères israélien).

2. Après la rencontre avec Lieberman, **George Mitchell** a déclaré qu'il avait "répété au ministre des Affaires étrangères que la politique américaine soutient, en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, **l'idée de deux Etats**, avec un Etat palestinien vivant en paix au côté de **l'Etat juif d'Israël**" (Reuters, Jérusalem, 16 avril 2009).

3. En réponse, les porte-parole de l'Autorité Palestinienne ont **vivement rejeté** la reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat juif, **comme ils l'avaient fait au sommet d'Annapolis**. Ils ont affirmé que la demande israélienne visait à permettre à Israël de rejeter la solution à deux Etats et à ne pas honorer les accords précédemment signés. Saeb Erekat a déclaré que les Etats-Unis et d'autres pays ne reconnaissent pas Israël comme un Etat juif, ignorant les déclarations américaines **sans équivoque** qui reconnaissent véritablement Israël comme un Etat juif (voir le discours du Président Bush à Annapolis<sup>1</sup> et la déclaration de Mitchell citée ci-dessus).

## **Réactions de l'Autorité Palestinienne aux propos du Premier ministre Benjamin Netanyahu**

4. **Saeb Erekat**, le chef de l'équipe de négociations de l'OLP, a déclaré à l'occasion d'une conférence de presse que Mahmoud Abbas avait rencontré Mitchell le 17 avril et avait souligné l'importance du principe de la solution à deux Etats, ainsi que l'engagement de l'AP sur ce principe (Télévision palestinienne, 17 avril 2009). Cependant, dans d'autres entretiens avec les médias, **Saeb Erekat a rejeté l'approche** du Premier ministre Netanyahu selon laquelle les Palestiniens doivent reconnaître Israël comme un Etat juif avant de reprendre les négociations en vue d'un Etat palestinien. Il a également déclaré que les réclamations palestiniennes étaient fondées sur les accords précédents reconnaissant Israël comme un "Etat", mais, a-t-il dit, "ce que Netanyahu exige maintenant - que nous reconnaissons le contexte religieux d'Israël - est **inacceptable**." Il a par ailleurs ajouté que les déclarations de Netanyahu démontraient que le gouvernement d'Israël est opposé à la solution à deux Etats, et rejette les accords

---

<sup>1</sup> Le 27 novembre 2007, le Président Bush a déclaré : "Les Etats-Unis conserveront leur engagement envers la sécurité d'Israël comme un Etat juif et une patrie pour les Juifs" (Site Internet de la Maison Blanche).

précédemment signés (Saeb Erekat interviewé par l'agence de presse AKI, Ramallah, 16 avril 2009).

5. Interviewé par la chaîne Al-Jazeera, Saeb Erekat a déclaré que la question de la reconnaissance d'Israël comme un Etat juif avant d'entamer les négociations était "**absolument inacceptable.**" Il a affirmé (à tort) que les Etats-Unis, depuis l'administration Truman, ainsi que d'autres pays, reconnaissent Israël comme "l'Etat Israël" et pas comme "un Etat juif." Il a ajouté que la proposition de Netanyahu n'était rien d'autre qu'une nouvelle tentative pour rejeter les accords préalablement signés. Il a ajouté que la balle est maintenant dans le camp américain, affirmant : "C'est le premier test de l'administration Obama..." (Al-Jazeera, 16 avril 2009).

6. **Nabil Abu Rudeina**, porte-parole de la Présidence de l'Autorité Palestinienne, a déclaré que le nouveau gouvernement israélien avait déjà commencé à poser des obstacles à la solution à deux Etats fondée sur la légitimité internationale, la Feuille de route, l'initiative de paix arabe et les accords conclus pendant le sommet d'Annapolis (ignorant le fait qu'à Annapolis, le Président Bush a précisé que les Etats-Unis reconnaissaient Israël comme étant un Etat juif). Il a ajouté que c'était "un défi" pour les efforts internationaux, et que la communauté internationale, particulièrement les Etats-Unis, doit "s'occuper" de la politique israélienne "de crainte de ses implications destructives pour la région entière" (Agence de presse Wafa, Ramallah, 16 avril 2009).

## **Désaccords fondamentaux concernant la reconnaissance d'Israël comme un Etat juif et comme une patrie pour les Juifs pendant le sommet d'Annapolis**

7. La vive objection de l'Autorité Palestinienne à reconnaître Israël comme un Etat juif, exprimée avec la formation du nouveau gouvernement israélien, n'est **pas nouvelle**. La question de la solution à deux Etats a déjà été un sujet de discussion pendant les contacts tenus par les équipes de négociations israéliennes et palestiniennes en vue de la rédaction d'un document commun devant être ratifié au sommet d'Annapolis. Le côté israélien a insisté pour que les Palestiniens reconnaissent Israël comme un Etat juif, ce qu'ils ont refusé. Ce point, en plus de certains désaccords fondamentaux sur d'autres questions-clés, a été un obstacle à la rédaction d'un document israélo-palestinien commun. Les deux côtés ont été contraints de rédiger une vague "compréhension conjointe," ne faisant pas référence aux questions controversées.

8. Ci-dessous les principales déclarations des porte-parole de l'Autorité Palestinienne en vue du sommet d'Annapolis:

i) **Abu Alaa'**, le chef de l'équipe de négociation palestinienne, a déclaré à l'occasion d'une rencontre avec les responsables des services de sécurité palestiniens que **la demande israélienne de reconnaître Israël comme un Etat juif était "inacceptable."** Il a ajouté que le côté palestinien était complètement opposé à un échange de population "à l'intérieur" [cf., de l'Etat d'Israël] **et refusait de renoncer au droit au retour des réfugiés palestiniens**, selon la Résolution 194 de l'ONU (Agence de presse Wafa, 14 novembre 2007).

ii) **Saeb Erekat**, membre de l'équipe de négociations palestinienne, a déclaré au sujet de la demande du Premier ministre Olmert qu'Israël soit reconnu comme un Etat juif, qu'Israël voulait "quelque chose de nouveau." Il a ajouté que **"la reconnaissance d'Israël comme un Etat juif ne peut même pas être discutée dans un cadre international,"** avant de préciser à nouveau que le sujet "n'est pas à l'ordre du jour de la communauté internationale, des Palestiniens ou de leur direction" (Radio Voix de la Palestine, 13 novembre 2007).

iii) **Yasser Abd Rabbo**, le secrétaire du comité exécutif de l'OLP, a déclaré que la demande d'Olmert qu'Israël soit reconnu comme un Etat juif revenait à **imposer des conditions idéologiques** dans le but de mettre de l'huile sur le feu du conflit et de mener à son escalade. Il a ajouté que "la paix est décidée entre deux pays ou partis et ce n'est pas l'affaire d'Israël, ou l'affaire des Palestiniens, d'entrer dans des discussions sur la légitimité internationale et l'essence du processus de paix" (Radio Voix de la Palestine, 13 novembre 2007).

9. Pendant le sommet d'Annapolis, malgré l'atmosphère positive ainsi que l'appui arabe et international, des divergences fondamentales ont opposé Israël et l'Autorité Palestinienne concernant les questions à être traitées, notamment la reconnaissance palestinienne d'Israël comme un Etat juif. Après la rencontre d'Annapolis, Mahmoud Abbas a semblé satisfait lors d'interviews accordées aux médias arabes et occidentaux. Cependant, lorsque ses collaborateurs et lui-même ont été interrogés sur la reconnaissance d'Israël comme un Etat juif, question soulevée dans un discours d'Ehud Olmert pendant le sommet,<sup>2</sup> **leurs réponses ont été uniformément négatives:**

---

<sup>2</sup> Le Premier ministre israélien Ehud Olmert a déclaré que les négociations seraient couronnées par la réalisation de la vision du Président Bush de la solution à deux Etats : un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël, juif et démocratique, vivant dans la sécurité, le foyer du peuple juif (Site Internet du cabinet du Premier ministre israélien, 28 novembre 2007).

i) Selon **Mahmoud Abbas**, "Il y a l'idée à deux Etats - la Palestine et Israël - et **ce n'est pas à nous, les Palestiniens, d'attribuer des caractéristiques à un pays.**" Il a ajouté que la population israélienne était chrétienne, juive et musulmane et qu'il y avait également d'autres groupes ethniques y vivant (Agence France Presse, 29 novembre 2007).

ii) Interrogé sur l'identité d'Israël comme un Etat juif, **Mahmoud Abbas** a dit : "Nous nous opposons à cette appellation et nous disons qu'il y a Israël et qu'il y a la Palestine. Il y a des Juifs et des non-Juifs [qui vivent] en Israël (Agence France Presse, 1<sup>er</sup> décembre 2007).

iii) **Nabil Abu Rudeina**, porte-parole de la présidence de l'Autorité Palestinienne, a déclaré que les Palestiniens n'avaient pas accepté un document commun parce que les Israéliens avaient soulevé une question inacceptable pour eux : "**Ils [les Israéliens] insistent pour que l'Etat soit juif et nous n'acceptons pas cela du tout.** Ils ont leurs réserves au sujet de l'initiative de paix arabe..." Donc, a-t-il dit, le document commun a été remplacé par une compréhension conjointe, qui a été lue par le Président Bush (Radio Sawt Al-Arab, 28 novembre 2007).